

Le Canada et le Fonds pour l'environnement mondial

Grâce au FEM, le Canada aide les pays en développement à concrétiser leurs ententes environnementales multilatérales et leurs priorités environnementales d'une manière qui respecte les priorités nationales en matière de développement durable et qui profite au développement local.

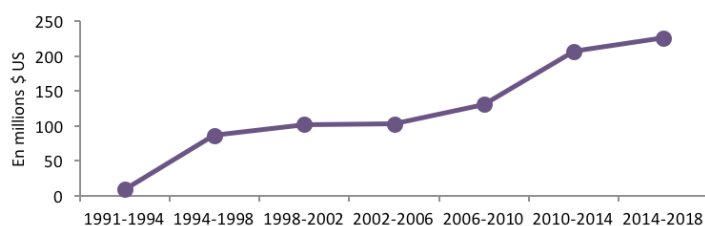
Le Canada travaille étroitement avec le FEM au respect des priorités suivantes de la sixième phase de reconstitution des ressources du FEM (FEM-6) pour la période de 2014 à 2018 :

- mobiliser les rares ressources des donateurs, y compris au moyen d'un engagement accru du secteur privé et d'un plus grand usage d'instruments autres que les subventions;
- améliorer les résultats des programmes en s'attaquant aux causes de la dégradation de l'environnement, en améliorant l'intégration des principes de l'égalité entre les sexes et en mobilisant davantage les citoyens et la société civile;
- optimiser le FEM en misant sur des réformes opérationnelles, y compris en accroissant l'efficacité du cycle d'un projet et en améliorant les systèmes de gestion axée sur les résultats et de gestion des connaissances.

Contribution du Canada au FEM

Le Canada contribue aux ressources du FEM depuis sa création en 1991. À ce jour, il a fourni une somme cumulative de 875 millions de dollars américains. Le Canada se place au sixième rang des donateurs de la sixième reconstitution des ressources du FEM.

Contributions à la reconstitution des ressources du FEM



*Conversion monétaire basée sur le taux de référence convenu pour chaque reconstitution des ressources.

Le Canada contribue aussi à des fonds gérés par le FEM. Il a versé 30 millions de dollars canadiens au Fonds pour les pays les moins avancés, lequel répond aux besoins d'adaptation urgents et immédiats des pays les moins développés, et 13,5 millions de dollars canadiens au Fonds spécial pour les changements climatiques, lequel favorise l'adaptation et le partage technologique dans tous les pays développés membres de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Par ailleurs, en 2013, le Canada a versé 16,5 millions de dollars canadiens pour donner plus d'ampleur aux programmes du Fonds pour les pays les moins avancés favorisant la sécurité alimentaire.

Le Canada – membre du conseil du FEM

Le conseil du FEM se charge d'élaborer, d'adopter et d'évaluer les politiques et les programmes des activités financées par le Fonds. Avec une représentation égale de pays développés et en développement, le conseil compte 32 parties prenantes : 16 pays en développement, 14 pays développés et deux pays ayant des économies en transition. En tant que l'un des principaux donateurs du FEM, le Canada siège au conseil.

En bref

Contribution cumulative du Canada

875 MILLIONS \$ US

Contribution à la FEM-6

226 MILLIONS \$ US

Classement parmi les donateurs : 6

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Le FEM est un mécanisme financier international qui réunit 183 pays en partenariat avec des institutions internationales, des organisations de la société civile et le secteur privé pour s'attaquer à des problèmes touchant l'environnement mondial.

Depuis 1991, le FEM a versé 13,5 milliards de dollars américains en subvention et mobilisé 65 milliards de dollars américains pour cofinancer 3 900 projets dans 165 pays en développement. Depuis 24 ans, les pays développés et les pays en développement contribuent à ce fonds pour appuyer les activités des projets et des programmes de développement concernant la biodiversité, les changements climatiques, les eaux internationales, la dégradation des sols ainsi que les déchets et les substances chimiques.

Le FEM est le mécanisme financier des conventions suivantes : la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la Convention de Minamata sur le mercure. De manière informelle, le FEM appuie aussi la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone dans les pays ayant une économie en transition.

Le FEM gère aussi plusieurs fonds, y compris le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques, tous deux établis par les parties à la CCNUCC.

Résultats obtenus par le FEM :

- réduction des émissions de carbone de 2,3 milliards de tonnes;
- ralentissement de la désertification en Afrique grâce à l'amélioration des pratiques agricoles;
- établissement de zones protégées partout dans le monde d'une superficie équivalant environ à celle du Brésil;
- élimination de l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone en Europe centrale, en Europe de l'Est et en Asie centrale;
- transformation de l'aménagement de 33 bassins fluviaux d'envergure et d'un tiers des grands écosystèmes marins du monde.

... tout en ayant contribué à améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de millions de personnes.

Intégration de la conservation de l'agrobiodiversité dans les fermes en Éthiopie

La diversité des cultures est nécessaire pour assurer la résilience d'une production agricole et une productivité élevée. La conservation des espèces sauvages apparentées est donc un élément essentiel de la gestion globale des systèmes agricoles.

En Éthiopie, le FEM a appuyé des stratégies d'intégration de l'agrobiodiversité dans les secteurs de l'agriculture, de la biodiversité, de l'environnement, du commerce et de la foresterie.

De plus, les activités mises en œuvre ont permis de sensibiliser plus de 1 000 représentants communautaires et d'améliorer de façon ciblée les compétences de 300 experts et vulgarisateurs agricoles. Environ un cinquième des participants était des femmes. Le projet a permis de commercialiser quatre espèces sauvages apparentées : le blé dur (teneur élevée en protéine et faible en gluten), le teff (ingrédient de l'injera, un pain utilisé pour prendre des bouchées de nourriture), le café forestier (espèces sauvages de café arabica), et l'ensete (la banane de l'Éthiopie). La mise sur le marché de ces espèces à chaînes de valeur connues a deux fonctions : améliorer le revenu des ménages et augmenter la valeur des variétés fermières. C'est pourquoi il faut conserver ces espèces et les mettre à profit pour assurer la sécurité alimentaire nationale. De plus, les espèces sauvages apparentées sont conservées dans des banques de gènes sur place comme source continue de matériel de sélection pour poursuivre l'amélioration et l'adaptation des cultures.

Projet d'électrification des milieux ruraux au Sénégal

Au Sénégal, l'accès à l'électricité était limité en milieu rural et instable en milieu urbain. On estime que moins de 4 p. 100 des villages sénégalais avaient de l'électricité. De plus, dans les villages ayant accès à l'électricité, moins de 30 p. 100 des ménages y étaient branchés.

Conformément à la Stratégie du gouvernement du Sénégal sur la libéralisation et la réforme du secteur de l'énergie, les objectifs de développement du projet étaient les suivants :

- favoriser l'égalité sociale entre les milieux urbains et ruraux en améliorant l'accès à l'électricité des milieux ruraux au moyen de fournisseurs privés;
- assurer une réglementation adéquate et une concurrence dans le secteur de l'énergie, pour permettre un approvisionnement fiable et abordable en énergie dans les milieux urbains et ruraux;
- vaincre les obstacles liés au développement de sources d'énergie renouvelable.

Ces objectifs ont été réalisés grâce à la mise en place d'un organisme national pour l'électrification en milieu rural; à l'octroi d'un financement pour l'énergie décentralisée en milieu rural, afin d'attirer des investissements du secteur privé et de mobiliser d'importantes ressources internes et externes; aux contributions au programme d'investissement du Sénégal pour l'électrification raccordée au réseau.

Résultats obtenus :

- diminution de la production de CO₂ de 604 045 tonnes grâce à la prévention de la déforestation, à une utilisation accrue de meilleurs poêles à bois et d'unités de carbonisation à plus haute efficacité, et à une utilisation accrue de sources d'énergie renouvelable;
- 20 386 ménages ont directement bénéficié de l'électricité;
- 289 116 hectares relèvent maintenant de la gestion durable communautaire dans la zone de mise en œuvre du projet;
- installation de 250 unités de carbonisation améliorées.

Contacts

FEM

Courriel : secretariat@thegef.org

Canada – membre du conseil du FEM

Courriel : caroline.leclerc@international.gc.ca

Septembre 2015